

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 46 • 13 NOVEMBRE 2015 • CHF 3.-

**Le célèbre auteur de polars
Petros Markaris ausculte la crise
grecque** page 5



**La journée anti-austérité de la
gauche combattive genevoise a
rencontré le succès** page 2



**Hôpital de Neuchâtel,
la lutte continue** page 3

Fonction publique, le réveil de la force

GENÈVE • Face aux coupes de 70 millions dans le service public, les serviteurs de l'Etat sont descendus en masse dans les rues pour défendre les prestations à la population et leurs conditions de travail.



Près de 10'000 fonctionnaires se sont retrouvés sur la Place Neuve et exigé des négociations, sans préalable, avec le Conseil d'Etat pour mettre fin aux coupes.

Carlos Serra

«Travailler plus pour gagner moins dans des conditions de plus en plus difficiles». Entendue à la dérobade dans les rangs du fond pendant l'Assemblée du personnel dans une salle du Palladium pleine à craquer, cette sentence résume à elle seule le sentiment exprimé par les participants d'un mouvement social jamais vu à Genève depuis au moins 1992. Venus faire le point sur la grève reconductible menée ce mardi 10 novembre, ce sont pratiquement tous les secteurs de l'Etat moins les entités semi-publiques qui sont représentés pour cette AG: outre les enseignants du primaire et ceux du cycle d'orientation présents en masse, il y a le personnel soignant des HUG, la police, l'Hospice général, la Justice, les caisses de chômage, le personnel administratif, le secteur socioculturel et d'autres. 500 lieux sont ainsi concernés dans tout le canton.

Attisés par l'attitude d'un Conseil d'Etat sourd, aphone et aveugle, la colère et le ras-le-bol qui s'expriment chauffent la salle à blanc. Au micro qui circule dans les travées, certains disent

qu'ils sont là pour leur première grève, d'autres, plus âgés évoquent des situations personnelles d'entrée à l'AVS qui préfigurent l'avenir de toute la fonction publique si les conditions continuent de se dégrader. Un représentant des chauffeurs de taxi, qui se sont joints au mouvement au nom de la protection des services publics, cite Rousseau en scandant que «les fruits appartiennent à tous». «Nous ne sommes pas de choses». Et pas dupes. Le tir groupé que l'on observe au sein des relais médiatiques du Conseil d'Etat ne trompe personne: ici un reportage de la télévision publique clouant au pilori des «enfants gâtés qui osent faire grève», là des rappels «du poids de la dette» systématiques frisant le conditionnement pavlovien dans les quotidiens genevois. Paolo Gilardi, secrétaire syndical du SSP, évoque une «presse de régime» qui doit faire passer le message que «le Conseil d'Etat fait la seule chose qu'il y ait à faire». Reconduite à l'unanimité moins sept abstentions, la grève doit amener le gouvernement genevois à changer d'attitude et entamer des négociations

sans conditions préalables, telle la réduction de 5% de la masse salariale à laquelle les édiles du canton tiennent mordicus.

Marquer le coup

Sur le fond, ce qui est en jeu est comme d'habitude la réduction des moyens de l'Etat, lente et inexorable. Pour assurer un objectif d'économies à 70 millions par an, le passage à la semaine de 42 heures est accompagné de coupes budgétaires linéaires ainsi que le non-remplacement des départs et des mesures visant à faciliter les licenciements que le Cartel estime à près de 1'800 postes menacés pour atteindre les chiffres visés par le Conseil d'Etat. Car celui-ci, au-delà de l'équilibre budgétaire immédiat, cherche surtout à anticiper l'impact de la réforme de l'imposition des entreprises, la fameuse RIE III, qui fera perdre 600 millions par an au canton et dont on voit ainsi poindre les premiers effets concrets, bien avant sa mise en œuvre effective d'ici 2018.

Alors que le cortège se rassemble à la place Neuve vers 17 h, ils sont

5'000 à écouter les interventions qui se succèdent et dont le leitmotiv est de ne pas tomber dans le piège qui serait de confronter secteur public et privé, alors qu'est en jeu la destruction des prestations publiques. C'est aussi le message des syndicalistes d'Unia, représentants le mouvement des maçons en grève dans toute la Suisse, qui viennent apporter leur soutien au mouvement genevois. Maçons et personnel de l'Etat défilent d'ailleurs ensemble le lendemain. «On ne doit pas opposer les usagers aux travailleurs», assène Salima Moyard, de la FAMCO, en rajoutant que «nous sommes en présence d'une crise des recettes et pas d'une crise des dépenses». Le cortège s'ébranle et passe dans les Rues Basses et monte en direction de la Vieille-Ville où ce seront déjà près de 11'000 personnes qui seront réunies sur la place St-Pierre au pied de la cathédrale. Marquer le coup, c'est plus que réussi. Reste à savoir jusqu'à quand les «Maîtres du Haut Château» pourront garder la tête dans le sable. ■

Alexandre Smirnov



IL FAUT LE DIRE...

Merci, Luc!

Dans le canton de Vaud, le sénateur vert Luc Recordon n'a pas été réélu: c'est un homme ouvert, sympathique, très compétent et aux convictions sincères qui quitte la scène. Résolument antinucléaire, on se souvient également de son engagement contre la mainmise de l'industrie OGM sur le vivant: en 2009, il avait notamment participé au pique-nique anti-OGM organisé à Pully par la section locale du POP, et qui avait réuni plus de 300 personnes.

Classe jusqu'au bout, et bien que brillamment réélu au Conseil national, Luc Recordon a fait passer l'intérêt de son parti avant le sien et s'est retiré au profit d'Adèle Thorens, co-présidente des Verts ayant perdu son siège.

Malgré la beauté du geste, ce type de rocade laisse un arrière-goût amer, d'abord, parce que la volonté des électeurs n'est pas respectée, ensuite parce qu'un Vert défenseur des milieux populaires cède sa place à celle qui symbolise aujourd'hui le virage à droite du parti, le refus de l'idéologie, le fameux «pragmatisme», la fameuse «capacité de compromis», cache-sexe de la perte de boussole politique.

Il y a quelque chose de déplaisant à voir Mme Thorens pareillement repêchée, avec tout le respect que nous lui devons, alors que la ligne qu'elle défend à la tête des Verts conduit le mouvement dans le mur, élection après élection. Que Madame Thorens ne soit pas parvenue à conserver son siège alors qu'elle bénéficie, en sa qualité de co-présidente nationale, d'un accès quasi quotidien à tout ce que la Suisse romande compte de médias devrait pourtant inciter à la réflexion, et éventuellement questionner la base.

Contre l'évidence, les Verts semblent pourtant vouloir persister dans la même voie. Malgré les revers, l'heure n'est toujours pas venue d'une discussion franche et cordiale, d'une remise en question de la ligne et des personnes. Pourquoi, par exemple, faudrait-il laisser au paysan UDC Toni Brunner le monopole de la représentation politique des milieux de la terre? Pourquoi les Verts sont-ils aujourd'hui dirigés par une aile bobo-urbano-bio totalement déconnectée, aussi éloignée de la terre et de ceux qui y travaillent qu'il soit possible d'imaginer? A quand un Fernand Cuhe en président du parti?

Julien Sansonnens

Austérité à la baisse, solidarité en hausse

GENÈVE • Près de 200 personnes ont participé aux ateliers, débats et meeting de la journée anti-austérité de la gauche combattive genevoise.

Ca commence fort. «Aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, l'Occident a dominé le monde, tout en érigant protectionnisme et contrôle des frontières pour protéger le monde capitaliste. Aujourd'hui, le néocolonialisme impose un nouveau monopole des colonisateurs sur les ressources du Sud, en permettant une liberté de mouvement des marchandises et du capital, tout en construisant des murs aux migrants», dénonce Mohammad Jadallah, requérant d'asile soudanais, membre fondateur du mouvement Stop Bunkers lancé par des migrants logés dans des abris PC, tout en critiquant la situation de pauvreté induite par ces pratiques pour les populations du Sud. Il cite l'économiste marxiste anglais John Smith, auteur du livre, L'impérialisme au 21^{ème} siècle, qui analyse la mondialisation néolibérale – celle de la domination des multinationales du centre sur les périphéries du Sud – comme le nouveau stade impérialiste du développement capitaliste, caractérisé par l'exploitation de la force de travail du Sud par le Nord capitaliste. Face à cette situation, le militant en appelle à une ouverture des frontières et à la fin du racisme et de la xénophobie lors de la journée contre l'austérité qui s'est tenue à la Maison des associations le 7 novembre à l'appel de la gauche combattive genevoise. Outre ce débat sur l'asservissement du Sud aux intérêts du Nord, «où la Suisse continue à être une place off-shore pour les capitaux mafieux ou ceux produits par la privatisation de biens publics», comme le définit Laurent Tettamanti du Mouvement vers la révolution citoyenne ou des ateliers sur la collusion de la justice genevoise avec la droite d'affaires, les participants de la journée ont pu circuler entre de stands d'informations sur d'autres formes d'économie, sur la situation en Colombie ou sur la mobilisation des syndicats genevois, qui viennent de sortir un manifeste contre l'austérité. Mais la partie festive n'a pas été oubliée. Dans son spectacle Oum Pakyie (Je ne suis pas mort en dialecte dioula du Burkina Faso), la compagnie Puck mitonne une diatribe au vitriol sur l'esclavagisme et le

colonialisme, tout mettant en scène le fameux discours de Dakar, polémique et rabaissant, de Nicolas Sarkozy sur les Africains et celui sur la dénonciation du fardeau de la dette par Thomas Sankara. «On nous demande aujourd'hui d'être complices de la recherche d'un équilibre, équilibre en faveur des tenants du pouvoir financier, équilibre au détriment de nos masses populaires. Non, nous ne pouvons pas être complices, non, nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples, nous ne pouvons pas les accompagner dans leur démarche assassine», disait en 1987 feu le président burkinabe à Addis Abeba. Des paroles qui entrent en résonance avec la situation que traverse la Grèce. Des pistes de résistance existent aussi ailleurs. «La renationalisation de secteurs stratégiques ou la socialisation prudente de Rafael Correa en Equateur a permis à ce pays de sortir de l'ornière après les programmes d'ajustements structurels des années 80-90», a relevé un participant.

«Décoloniser nos cerveaux»

La soirée s'est achevée avec un meeting, qui a multiplié les points de vue. Ingénieur de formation, le franco-suisse Bernard Degas a montré les liens entre crise économique et création de monnaie scripturale par les banques privées. «Avec ce système, ce n'est pas l'intérêt général qui prime, mais le rendement financier interne», souligne ce Géo Trouvetou de l'économie, qui en appelle à un contrôle citoyen sur la monnaie pour en finir avec la «fausse monnaie bancaire». Ancien président du syndicat Comedia et co-auteur du *Manifeste pour un nouveau contrat social*, Christian Tirefort, revendique la nécessité «de ne plus nourrir le capital, responsable de l'austérité» et «de décoloniser et de lessiver nos cerveaux du discours économique dominant, tout en revalorisant le travail qui produit du bien commun». «Le travail produit plus qu'il y a 30 ans et il est à la base de la création de nos infrastructures et services publics», rappelle-t-il tout en défendant aussi le revenu universel incon-



Laurent Tettamanti du Mouvement vers la révolution citoyenne a débattu avec Mohammad Jadallah, fondateur de Stop Bunkers (ici, avec le traducteur). Carlos Serra

ditionnel, dans le sillage du sociologue français Bernard Friot. Représentant de l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et du syndicat de base SUD, Aristides Pedraza a expliqué la nouvelle forme de régulation sociale et de domination de la société qui émanait de la politique d'endettement actuelle. Celle-ci conduira à une concentration plus forte du pouvoir et à casser définitivement des modèles sociaux possibles. Estimant que la gauche comme mouvement social de progrès est en crise et «même menacée de mort», il en a appelé à la repenser et à la remobiliser «afin qu'elle puisse redevenir un mouvement de changement social vers l'émancipation». Pour cela, elle doit être communiste, révolutionnaire, libertaire, écologiste, car se sachant dans un monde fini, ouverte et radicalement démocratique selon le militant anarchiste. Autant de propositions dont doivent s'emparer les mouvements sociaux pour mettre à bas la tyrannie de l'austérité. ■

Joël Depommier

AGENDA CULTUREL ET MILITANT

« Appel d'R »

15 novembre 2015, cinéma Oblo, Avenue de France 9, Lausanne

Le Collectif R ne cédera pas à l'ultimatum imposé par le Conseil synodal de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud, qui exige l'évacuation des habitant.e.s de la salle paroissiale de St-Laurent, sans quoi une plainte pénale serait déposée. Le Collectif R appelle la population romande à manifester sa solidarité envers les réfugié.e.s menacés de renvois dits « Dublin » et organise à cette occasion « Appel d'R », une soirée film/repas/concert en soutien à la lutte du Refuge St-Laurent.

Rencontre avec les Roms

20 novembre de 17h00 à 21h00, à la CAWA, rue Prévost-Martin 28, Genève

Mesemrom et l'ADES (Association des étudiants de la HETS) vous invitent à un apéro en musique à la rencontre des Roms. Entrée gratuite - apéro en prix libre - bénéfices reversés à Mesemrom.



La gauche a commémoré le 9 novembre 1932



La gauche genevoise s'est une nouvelle fois réunie devant la Pierre de Plainpalais pour commémorer le massacre de 1932, quand l'armée suisse a tiré sur une foule de manifestants anti-fascistes et de passants désarmés. Sous la férule d'Emmanuelle Joz-Roland (photo), du syndicat SIT, les participants ont rendu hommage aux 13 victimes, avant de rallier la Caserne des Vernets, où Amanda Gavilanes, du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) a dénoncé les nouveaux engagements de l'armée suisse. « Les armées sont là pour servir les classes dominantes et pour maintenir les injustices. Utilisons l'argent de l'Etat pour renforcer les prestations sociales, pas pour développer l'armée suisse! ».

Carlos Serra

LES DESSINS DE MONTA



une co-édition
Gauchebo
Editions Antipodes

pour les commandes: editions@antipodes.ch
prix: 20 frs en souscription

Hôpital de Neuchâtel, la lutte continue

NEUCHÂTEL • Alors que la menace se précise d'une concentration des soins hospitaliers à Neuchâtel au détriment de La Chaux-de-Fonds, la minorité de la commission santé du Grand conseil refuse de donner un blanc-seing au gouvernement.

Le Grand conseil vient d'accepter des modifications concernant certaines missions de l'Hôpital neuchâtelois (HNe). La fermeture des soins aigus et des blocs opératoires sur le site de La Chaux-de-Fonds contrevient à la réalisation du plan voté par le peuple. Théo Bregnard, le farouche défenseur d'un système hospitalier proche des gens, est amer sur ces dernières décisions. Il sait très bien que le scénario qui veut tout concentrer sur l'Hôpital de Pourtalès à Neuchâtel et les soins de réadaptation sur la Chaux-de-Fonds a le vent en poupe, car les dirigeants d'HNe et le Conseil d'Etat estiment que tout autre plan est anachronique ou appartient au passé...

Mais le député chaux-de-fonnier sait aussi que sur Fribourg un certain retour s'organise en maintenant des blocs opératoires et des urgences 25h/24 sur Riaz. Et dans les cantons de Vaud et Berne, on maintient des antennes dans les régions périphériques. Dès lors, d'autres modèles existent, mais il faut que les dirigeants en soient persuadés, souligne Théo Bregnard. A la dernière session, il avait la tâche de développer le rapport de minorité de la commission santé publique. Nous en extrayons

quelques points qui nous paraissent fondamentaux.

Contre la centralisation

Tout d'abord, les minoritaires partagent les constats du Conseil d'Etat concernant les difficultés de recrutement, la concurrence accrue entre les hôpitaux ou la nécessité de concentrer certaines spécialités. Mais ils contestent avec fermeté certaines solutions et critiquent l'anticipation de l'organisation future de l'HNe alors même qu'aucune analyse globale et détaillée n'est en possession des députés. «Il n'est pas acceptable de suspendre les options stratégiques concernant les soins intensifs ou les investissements, alors même que nous ignorons de quoi sera fait l'hôpital de demain pour notre canton». L'intervenant estime que nous devons également penser le moyen terme dans la mesure où certains regroupements de services semblent avoir mis de nombreux services d'HNe dans les chiffres rouges. N'oublions pas que dans les 5 à 10 ans à venir, il ne sera pas possible de concentrer l'ensemble des soins sur un seul site, comme le croient certains. «En conséquence n'affaiblissons pas

nos deux sites principaux!». Théo Bregnard prend l'exemple des soins intensifs. «Pour pouvoir se prononcer en connaissance de cause, il nous apparaît nécessaire de connaître les coûts inhérents à la concentration. Faudra-t-il engager des cadres supplémentaires? Quels seront les coûts des transports inhérents à cette concentration? Quelles seront les conséquences qu'entraînent ces déséquilibres sur l'ensemble des soins, comme on l'a vu avec la fermeture des blocs opératoires qui a conduit à la disparition du médecin anesthésiste de garde sur les sites de la Chaux-de-Fonds». «Pourquoi donc vouloir inscrire dans le marbre la suspension de cette option?» demande-t-il au Conseil d'Etat.

Il souligne avec force que la minorité de la commission ne défend pas une vision nostalgique d'un passé révolu, mais propose de réfléchir à la meilleure organisation possible de notre canton sans prêter le présent et sans privilégier une solution plutôt qu'une autre. «Nous ne pouvons pas accepter une vision centralisatrice sans analyse globale d'un point de vue économique. N'oublions pas que si l'évolution de la santé tend à percevoir

l'hôpital de soins aigus comme un acteur parmi d'autres, il demeure assurément un pôle économique et de relève médicale d'une importance fondamentale», souligne le député. Pour lui et ses collègues, il est fondamental de prendre en compte l'ensemble des paramètres, notamment celui du coût des hospitalisations hors canton, «dont nous n'avons encore jamais reçu les chiffres détaillés et qui augmentent en fonction des difficultés rencontrées par nos hôpitaux». Et les minoritaires insistent, «dans quelle mesure, ce qu'on économise en concentrant, nous ne le perdons pas en hospitalisation hors canton?»

Pas de blanc-seing au CE

En conclusion, si certaines spécialités nécessitent une concentration, d'autres beaucoup moins, comme en témoigne la volonté du privé de s'implanter dans les Montagnes. En conclusion, «qu'est-ce qui empêche véritablement notre canton d'avoir deux sites de soins aigus complémentaires, voire deux Centres de traitement et de réadaptation comme on le voit dans d'autres cantons?» souligne le rapporteur. Et en guise de rappel,

Théo Bregnard précise que «nous ne prônons pas un hôpital en bas de chez soi, mais la valorisation de nos centres urbains avec des bassins de population de l'ordre de 60'000 à 70'000 habitants, proche d'un canton comme le Jura ou le bassin du Nord vaudois».

Dans cet état d'avancement du dossier hospitalier, la minorité ne peut pas accepter de donner un blanc-seing au Conseil d'Etat en acceptant la remise en cause de la votation populaire d'il y a deux ans, en reléguant une fois de plus l'hôpital des Montagnes à un rôle mineur dans la stratégie du canton.

Laurent Kurth a souligné quant à lui que la concentration des soins spécialisés permettrait d'améliorer la qualité des interventions. Certes, il y a du juste dans cette approche. Mais quand atteignons-nous la limite de cette conception d'une santé publique conduite par les spécialistes en concurrence les uns contre les autres pour se spécialiser encore davantage? Peut-être devrait-on ajouter cette réflexion éthique à la liste des objets à traiter. ■

Alain Bringolf

Perte du second siège socialiste au Gouvernement jurassien

JURA • Grâce notamment au soutien d'une partie de la droite, le candidat chrétien-social a réussi à «sortir le sortant» socialiste Michel Thentz.

Le ministre sortant Charles Juillard (PDC) arrive en tête de ce second tour (48,1%), suivi de près par la candidate socialiste Nathalie Barthoulot (46,8%) dont l'excellent score a été une des surprises du scrutin. L'autre grande surprise est la troisième place de David Eray (PCSI) qui n'était arrivé que septième au premier tour. Il a passé de 25,6% au premier tour à 45,7%, alors que son parti ne représente que 12% de l'électorat. C'est évidemment à droite qu'il a trouvé l'essentiel de ses nouveaux appuis. L'UDC lui avait d'ailleurs accordé implicitement son soutien au nom de la représentation des trois districts au Gouvernement. Et de nombreux PDC ont voulu choisir entre les deux dont l'élection semblait la moins assurée. Plébiscité dans son district (65,3%), David Eray a aussi devancé Michel Thentz dans les deux autres dis-

tricts où le PS est nettement plus fort que le PCSI. Daniel Gerber (PLR) et Martial Courtet (PDC) sont aussi élus avec respectivement 43,5 et 41% des voix. Parmi ces cinq élus, seul Charles Juillard était déjà en place. Michel Thentz l'autre ministre dans la course, a été nettement distancé et arrive en sixième et dernière position avec 33,4% des suffrages.

Infléchir vers la droite

Une des raisons de cet échec est la volonté de la droite de concrétiser sa progression au Parlement en infléchissant vers la droite la composition du Gouvernement. Sinon comment expliquer les bons scores de David Eray dans des communes où la droite est très largement majoritaire et le PCSI presque inexistant? Le candidat PLR, qui a passé de 30,1 à 43,5%, a aussi bénéficié d'un

soutien important d'électeurs PDC et UDC. Les deux ministres sortants sont ceux qui ont nettement le moins progressé entre les deux tours (environ + 5%). Les appuis de la droite à David Eray n'expliquent pas tout. Michel Thentz était responsable du Département de la Santé et des Affaires sociales. Les problèmes concernant les hôpitaux et la santé suscitent des mécontentements. Il était aussi en charge de trouver une aire d'accueil pour les gens du voyage, dont on sait qu'ils ne sont pas les bienvenus pour tout le monde. Mais il était critiqué aussi par certains militants de gauche qui le trouvaient un peu trop consensuel au sein du Gouvernement. Tout cela a entraîné son échec et le retour à la formule gouvernementale qui a été la plus fréquente dans le canton: 2 PDC, 1 PLR, 1 PCSI et 1 PS. ■

Jean-Pierre Kohler



MA SEMAINE DANS LA RÉDACTION...

SPÉCIAL RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Lundi, **Lénine** s'est réveillé et a quitté son mausolée sur la Place Rouge. Il s'est ensuite directement rendu en France pour mettre un gros taquet à Michel Sardou.

(...)

Mardi, maintenant que le démontage de la Grèce est sur de bons rails, **Alexis Tsipras** a un peu plus de temps pour lui. Il s'est ainsi replongé dans ses lectures d'adolescent. Après avoir relu tout Marx et tout Lénine, il ne comprend toujours pas où est-ce qu'il a bien pu se tromper.

(...)

Mercredi, avant les élections générales en Espagne, **Pablo Iglesias**, leader de PODE-

MOS, s'est replongé dans ses lectures d'adolescent. Après avoir relu tout Marx et tout Lénine, il ne sait toujours pas où est-ce qu'il va se tromper.

(...)

Jeudi, après la France, **Lénine** a rapidement fait un détour par la Grèce et l'Espagne pour annoter et souligner en rouge quelques passages de ses œuvres complètes qu'il a trouvées chez Tsipras et Iglesias.

(...)

Vendredi, quand on aura fait la révolution d'Octobre en Suisse romande, l'émission de la RTS ne s'appellera plus **Infrarouge** mais Super-rouge.

Samedi

GAUCHEBDO
Octobre 17
Hasta siempre
Commandante !

Yeg

GAUCHEBDO

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo

case postale 190, 1211 Genève 8
Helena de Freitas, présidente hddf@gauchebdo.ch

Rédaction

25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration

Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements

abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité

tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression

Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

La Chambre de l'économie sociale et solidaire: comment ça marche?

ALTERNATIVE • Vaste chantier tourné vers le futur et un vivre-ensemble autre, l'économie sociale et solidaire existe déjà, officiellement depuis dix ans à Genève.

APRES-GE fédère les structures qui appliquent au quotidien des principes tels que la lucrativité limitée, la valorisation du temps partiel ou encore la limitation de l'impact écologique de l'activité. Avec près de trois cents membres (5% des emplois du Canton de Genève), la Chambre est l'interlocuteur incontournable d'une économie viable pour laquelle la maximisation du profit n'est pas un but en soi. Si la forme juridique n'est pas exclusive pour être membre de la Chambre, la charte comporte une série de critères vérifiables auxquels il est nécessaire de souscrire. Depuis deux ans, les nouveaux membres, mais également les plus anciens doivent remplir un questionnaire de quatre-vingts questions afin de valider leur affiliation. En effet, la structure existe depuis dix ans et lors de sa création, il suffisait d'accepter une liste d'intentions pour adhérer. Cela n'est désormais plus le cas ni pour les nouveaux membres, ni les anciens qui pourraient donc se voir refuser le renouvellement de leur statut, si les réponses au questionnaire ne reflètent pas suffisamment les valeurs de la charte. Marc Bieler, secrétaire général, m'explique que «c'était une démarche importante. Nous sommes dans une phase d'expansion et il était indispensable que nous puissions savoir que notre base était 100% en accord avec nos principes. Cela conduira peut-être à la non-reconduction du statut de membre pour certains, mais c'est un risque que nous sommes prêts à prendre».

Quels sont donc les incontournables de la charte? Le point essentiel, et qui est même spécifique à l'ESS, est le principe de la lucrativité limitée, celui-ci met en avant le fait que les bénéfices doivent d'abord et avant tout être réinvestis pour l'activité que ce soit en termes d'investissements purs ou en termes de bénéfices pour les travailleurs. Si vous êtes détenteur d'une action dans ce type d'organisation, ce qui est possible, vous ne pourrez jamais espérer un rendement frisant les 10 ou 15%. Votre démarche, dans ce cas, est d'encourager une autre vision du monde de l'entreprise et de l'avenir. Les travailleurs peuvent ainsi accéder, entre autres à des salaires plus confortables, des prestations sociales supérieures



Après-Ge se veut une passerelle alternative entre entreprises sociales, clients et fournisseurs.

NSc

aux minima légaux (congrés supplémentaires, congés paternité), des formations pour développer leurs compétences. Les membres de la Chambre pratiquent aussi des écarts salariaux réduits entre le salaire le plus élevé et le plus bas (maximum 1-7), ce qui contribue à créer une harmonie au sein de la structure et valorise toutes les parties prenantes. Je n'oublie pas de citer la parité hommes/femmes, l'insertion de travailleurs handicapés, une gestion participative et démocratique, une politique d'achat responsable ou encore de bonnes pratiques environnementales.

Dans la Chambre

Entrons maintenant dans cette institution et voyons comment ses différents organes s'articulent pour que cette économie se développe. Contrairement aux schémas classiques, APRES-GE n'est pas une chambre de patrons, mais de structures, comme nous le dit Carole Z'graggen Linser, sa présidente: «Nous sommes d'abord un lieu où toutes les parties prenantes de la structure patron, clients, fournisseurs, collaborateurs réfléchissent. Il n'y a pas de hiérarchie». Il est vrai que c'est l'intention et que cette émulation existe, mais pour Mathieu Jacqueson, qui travaille au service communication, il faut aller plus loin en

créant de véritables ponts entre les entreprises membres afin que cette économie viable puisse se nourrir elle-même et se développer. Aujourd'hui l'impact social est devenu un critère incontournable pour les entrepreneurs. Ceci représente une plus-value importante pour l'entreprise. De plus en plus de consommateurs regardent quelle structure se trouve derrière ce qu'ils consomment, d'où le développement d'un certain marketing «vert» (McDonald par exemple), mais celui-ci ne fait que changer l'image, pas le mode de fonctionnement ni les mentalités des personnes impliquées. L'engagement de la Chambre de l'économie sociale et solidaire est dirigé vers une économie collaborative, partagée à laquelle chacun peut contribuer et qui se développe de plus en plus. La mise en valeur de l'être humain est primordiale. J'ai séjourné chez plusieurs membres et je peux vous dire à quel point j'ai ressenti un bien-être au travail, un plaisir que j'ai rarement expérimenté dans des sociétés classiques. Pour l'année 2016, la Chambre va ainsi mettre en place une série d'événements, de formations et de rencontres pour stimuler ce riche vivre et d'une créativité impressionnante. ■

Natacha de Santignac

Rue des Savoises, 15 - CH - 1205 Genève
info@apres-ge.ch - +41 22 807 27 97
www.apres-ge.ch

Essaim, l'incubateur du XXIème siècle

Comme toute Chambre, APRES-GE offre un espace d'écoute et de conseils aux personnes voulant créer leur propre activité. Il est ouvert à tous, pour le développement de toute activité économique. L'accompagnement d'Essaim permet ainsi de sensibiliser les futurs entrepreneurs aux pratiques qui permettent de respecter les valeurs de l'ESS. Fanny Bernard, conseillère en création d'activités économiques, m'éclaire sur le statut d'entrepreneur salarié dont peuvent bénéficier les candidats. «Pendant trois ans, les entrepreneurs sont salariés, dans ce cadre ils bénéficient des services d'un back-office pour tout ce qui est administratif, de séances de coaching, de sessions thématiques, de rencontres avec les autres entrepreneurs en herbe

et d'un soutien dans leurs démarches». Tous les corps de métiers sont concernés, Essaim accueille actuellement, par exemple, un informaticien, un designer, un coach sportif, une personne travaillant sur la coopération Nord/Sud.

L'insertion professionnelle

Sandra Vazquez Jaeggi, conseillère en insertion professionnelle PPE+, me présente cet aspect qui s'articule autour de deux pôles. D'abord les offres d'emploi publiées par les membres de la Chambre sur son site (www.apres-ge.ch), mais également grâce à son Programme d'Expériences Professionnelles dans l'Economie sociale et solidaire (plus connu sous l'appellation PPE+), qui offre une myriade de stages d'une durée de

six mois pour qui souhaite, notamment, réorienter sa carrière professionnelle, en lui donnant un sens plus profond que celui de toucher uniquement un salaire. Pendant les six mois, les participants bénéficient de formations sur des thèmes tels que le réseautage, le développement personnel, les valeurs, tout en bénéficiant d'un accompagnement de coaching individuel. Cette période de six mois donne la possibilité de confirmer le choix d'une réorientation et d'acquiescer une première expérience au sein de celle-ci. Le stage est suivi par la Chambre, notamment grâce à un entretien avec le rapporteur de stage et lors des sessions individuelles. Une quarantaine de personnes sont concernées par année. ■

NdS

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

En politique, les femmes sont assises sur des sièges éjectables

Les élections pour le Conseil des Etats ont non seulement marqué un virage à droite, comme pour le National, mais encore un recul des femmes, qui ont passé de 9 à 6, de 19,6 à 13%, soit 6,5% en moins. Ce qui va réjouir Oskar Freysinger, lui qui prône la testostérone en politique ! Lui-même a été fustigé par le persifleur Yves Nidegger, UDC genevois : il est homme par ses santiags et femme par ses cheveux longs. Battu comme candidat aux Etats, le même Nidegger a tenu des propos d'une misogynie et d'une goujaterie de choix: «Le PLR finira par délaisser son épouse acariâtre (le PDC) pour la maîtresse pimpante qu'est l'UDC». Je ne sais pas pour vous, mais à moi, l'UDC n'est jamais apparue comme pimpante ! Décidément, chez les politiciens masculins, ça vole plutôt bas. Heureusement que Genève a pu garder ses deux représentant-e-s : la PS Liliane Maury Pasquier, expérimentée, compétente, engagée notamment pour la cause des femmes, et le Vert Robert Cramer, tout aussi chevronné, qui défend notamment la planète.

Les femmes connaissent décidément des parcours chaotiques en politique. Rappelons quelques faits. Ce n'est qu'en 1971 que les Suissesses ont obtenu le droit de vote, après plusieurs refus de leurs concitoyens mâles. A la suite, une femme parvient aux Etats (Lise Girardin, PRD GE) et 10 femmes sont élues au National, dont une Saint-Galloise... qui n'a pas le droit de vote dans son propre canton ! Certains cantons persévérèrent dans la rigidité misogynne pendant près de 20 ans. En 1989, à une courte majorité, la Landsgemeinde du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures accepta le suffrage féminin lors du vote à mains levées. Mais en Appenzell Rhodes-Intérieures, il fallut en appeler au Tribunal fédéral, qui le mit au pas (arrêt du 27 novembre 1990).

Pour le Conseil fédéral, ce fut aussi un chemin de croix. En 1983, le PS décide de présenter une candidate, la brillante Zurichoise Lilian Uchtenhagen. Mais les partis de droite ne l'entendent pas de cette oreille. Après une «nuit des longs couteaux», ils blackboultent son élection et glissent une peau de banane sous ses pieds: le terne Otto Stich. Pour se justifier, certains machos auraient dit que Lilian Uchtenhagen, par son éblouissante intelligence, ne représentait pas la moyenne des Suissesses ! Génial quand on sait qu'on nous balance semipiternellement l'argument des «compétences» dès qu'il s'agit d'élire une femme!

L'année d'après, la droite croit tenir sa revanche en la personne de la radicale Elisabeth Kopp. Mais on la poussera vers la sortie en 1989 à cause de son mari. Elle est soupçonnée de violation du secret de fonction en sa faveur, accusation dont elle sera blanchie par le Tribunal fédéral en 1990. Son action au Conseil fédéral a pourtant eu des effets positifs sur la condition féminine. Elle a pesé dans la balance lorsqu'il s'est agi, en 1985, de faire passer un nouveau droit matrimonial plus égalitaire et elle a amorcé une révision de la législation en vue de l'égalité des droits entre femmes et hommes. Parmi ses décisions marquantes, on relève la création d'un poste de délégué aux réfugiés, dont le premier titulaire a été Peter Arbenz.

En 1993, ces Messieurs des Chambres humilient Christiane Brunner, candidate du PS au Conseil fédéral, et poussent Francis Matthey à sa place. Mais là, c'en est trop, les femmes se mobilisent, investissent la place fédérale et leur cri de colère s'entend dans toute la Suisse. Matthey se retire, la queue basse, et c'est finalement Ruth Dreifuss qui est élue. Elle sera la première présidente de la Confédération en 1999, année où Ruth Metzler rejoint le CF. Celle-ci en sera éjectée en 2003 par un certain Blocher... qui recevra la monnaie de sa pièce quatre ans plus tard, grâce à une coalition entre le PS, les Verts et le PDC, qui fait élire Eveline Widmer-Schlumpf.

La même année 1999 voit le départ de Ruth Dreifuss et l'élection de Micheline Calmy-Rey, qui sera ministre des affaires étrangères jusqu'en 2011. En lieu et place de Kaspar Villiger, démissionnaire, le parti radical propose une femme entre autres candidats : Christine Beerli. Hélas, c'est Hans-Rudolf Merz qui lui sera préféré. Doris Leuthard suit en 2006. Et en 2010, c'est le tour de Simonetta Sommaruga. A ce moment, le CF est composé de 4 femmes, qui, pour la première fois, sont majoritaires dans l'exécutif fédéral. Un fait qui a été relevé par de nombreux médias étrangers. On a failli en avoir 5, en 2011, avec la candidature de l'excel-lente Karin Keller-Sutter, mais c'en était trop pour les Helvètes aux bras noueux des deux Chambres, qui lui ont préféré le terne Johann Schneider-Ammann. Quand on voit le résultat, ils peuvent s'en mordre les doigts.

En 2003, lors de l'éviction de Ruth Metzler et la non-élection de Christine Beerli, des féministes ont décidé de faire une «veille» de 9 mois (le temps d'une grossesse), à partir du 8 mars 2004 (date de la Journée des femmes). Des groupes se sont relayés dans une caravane, près du Palais fédéral. Les femmes ont mené diverses actions, tenu un journal. Il en a été tiré un livre, paru en 2005 (cf. www.laveilledesfemmes.ch). C'était merveilleusement festif, des politiciennes sont venues nous saluer, dont Liliane Maury Pasquier lorsque je faisais mon tour.

Mais les femmes se trouvent toujours sur un siège éjectable. Eveline Widmer-Schlumpf a annoncé, le 28 octobre, avec beaucoup de dignité, qu'elle se retirait du Conseil fédéral, à cause du recul de «son» parti, le PBD, et du manque de soutien qui lui restait (merci Christophe Darbellay, girouette patentée du monde politique).

Aujourd'hui, l'UDC revendique un deuxième siège, qui serait dû à son avancée au National, et cherche des candidats qui pourraient rallier une majorité. Le groupe des femmes UDC réclame que le parti propose aussi une femme. Mais il est fort à parier que ce sera un homme. Le Conseil fédéral ne comptera donc plus que deux représentantes de la gent féminine : Doris Leuthard et Simonetta Sommaruga.

Ça va manquer d'œstrogènes !

Huguette Junod

La gauche doit se battre pour l'impossible

GRÈCE • Le plus célèbre auteur grec de polars, Petros Markaris, est né à Istanbul en 1937 et s'installe en Grèce en 1964 où il milite au sein de la gauche. Traducteur de l'œuvre de Goethe et scénariste de Theo Angelopoulos il se met à écrire des romans la soixantaine passée. Il revient sur le tournant européen de 1981, le rapport entre Grecs et État, les liens avec l'Allemagne, et bien sûr les scénarios possibles en Grèce.



Petros Markaris, créateur de l'inspecteur Charitos

Un mois après la nouvelle victoire de Syriza, comment l'analysez-vous ?

PETROS MARKARIS. La raison de cette victoire est très simple : Syriza n'a pas, n'a plus, un vrai adversaire politique à sa hauteur. Syriza et Alexis Tsipras sont les vainqueurs par défaut en quelque sorte... Les Grecs, plus que d'autres, personnifient la politique. Pour la plupart, ils ne votent pas réellement pour des partis, pour des promesses ou pour des principes, ils votent pour des personnes. Aujourd'hui, sans aucun doute, le personnage qui domine, c'est Tsipras. C'est pourquoi d'ailleurs presque toute l'opposition est en train de chercher l'anti-Tsipras, démarche stérile et stupide par excellence.

Vous n'aimez pas du tout cette personnalisation de la politique...

Non, pas du tout. C'est grâce à la personnalisation que les grandes familles politiques grecques ont été créées et ont dominé la vie politique du pays aussi longtemps. Pourquoi Georges Papandréou est élu en 2009? Parce qu'il est le fils d'Andréas Papandréou, fondateur du Pasok (le Parti socialiste grec NDLR) et ex-premier ministre grec pendant plus de 10 ans... Avant lui, pourquoi Kostas Karamanlis est élu premier ministre en 2004 et encore en 2007? Car c'est le neveu de Konstantin Karamanlis, fondateur de Nouvelle Démocratie (le grand parti de la droite grecque NDLR) et lui aussi, ex-premier ministre....

En quelque sorte, la Grèce a aussi inventé la démocratie héréditaire...

(souriant) Oui... Mais essayons de comprendre pourquoi. En faisant cela, le Grec cherche d'abord un «monarque généreux». D'ailleurs, son attitude par rapport aux étrangers qui ont de fait du pouvoir en Grèce, que ce soit les Américains lors des années 1960 et 1970 ou les Allemands actuellement, est plus une attitude de sujet que de citoyen...

Le rapport du Grec à son État n'est-elle pas aussi une des raisons majeures de ce rapport que vous décrivez avec ses leaders politiques? Oui. Le Grec considère toujours l'État comme une force qui se trouve face à lui. Pas seulement parce que cet État, il est vrai, n'a pas le souci des citoyens, mais surtout parce qu'il ne sait pas comment intervenir pour en changer le fonctionnement. Il en subit les actions et cherche celui qui va le protéger de ce mécanisme. C'est une attitude classique de sujet plutôt que de citoyen. C'est l'attitude des peuples européens avant le siècle des Lumières.

Vous parlez beaucoup dans vos livres de la relation de la Grèce avec l'Allemagne, une relation que vous êtes en position idéale de commenter.

Je suis arrivé en Grèce en 1964. Ce qui m'a tout de suite marqué, c'est le rap-



Assemblée populaire contre l'austérité devant le Parlement grec à Athènes en juin 2011.

port des Grecs aux Allemands : ils les appréciaient bien plus que les Américains. Pourtant, pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ont été les envahisseurs et les Américains les libérateurs. Pour comprendre, j'ai dû étudier l'histoire de la guerre civile grecque (de 1946 à 1949 NDLR), car tout en fait commence là: les Allemands ne s'y étaient pas impliqués, contrairement aux Américains. Le sang qui a coulé à cause des Allemands avait été mis de côté, car ce fut le lot de tout le continent européen et donc perçu comme quelque chose d'inévitable.

Tandis que la guerre civile grecque est quelque chose de spécifique au pays et «qui n'aurait jamais eu lieu sans les Américains et les Anglais», comme il était coutume de dire ici dans les années 1950. C'est d'ailleurs un mythe, mais passons! Autre élément qui jouait à l'époque en faveur de l'Allemagne : à la fin des années 1950 et au début des années 1960, des centaines de milliers de Grecs partent comme «gastarbeiter» en RFA (République fédérale allemande). Même si, évidemment, il s'agissait d'emplois d'ouvriers non qualifiés, pour ceux qui partaient et les décrochaient, c'était une aubaine: à l'époque, un emploi qui permet de se nourrir et de nourrir sa famille est un petit miracle. Cette migration va faire vivre une partie de la Grèce pendant des décennies et, en partie, créer la classe moyenne grecque. En rentrant au pays, la plupart des «gastarbeiter» vont ouvrir des petites entreprises, des petits hôtels, qui vont prospérer grâce notamment aux relations privilégiées que ces nouveaux petits entrepreneurs ont avec l'Allemagne. Évidemment, tout cela va être oublié avec la crise de 2010...

Comment décririez-vous la Grèce que vous avez découverte jusqu'à son entrée dans l'UE, et comment a-t-elle changé ?

Entre 1964 et 1980, la Grèce dans laquelle j'ai vécu était un pays admirable par son niveau culturel et les valeurs auxquelles les gens croyaient. Et

ce, malgré une extrême pauvreté. Avec l'entrée de la Grèce dans l'UE en 1981, le pays se retrouve soudain avec une richesse qu'il ne sait pas gérer. Andréas Papandréou, homme politique extrêmement intelligent, voit là un moyen d'asseoir sa popularité. Il détourne les fonds structurels de l'UE (alloués au pays pour créer des infrastructures NDLR) et les distribue à la société en donnant, évidemment, priorité aux siens. Comme m'a confié un ex-premier ministre européen qui a voulu arrêter cela, la France et l'Allemagne lui ont vite fait comprendre qu'il ne fallait pas y penser: cela arrangeait tout le monde. Non seulement les commandes d'armement (avions Mirage, tanks Léopard) de la Grèce étaient soudain devenues immenses... Mais au-delà de l'armement, beaucoup de compagnies françaises et allemandes avaient d'un jour à l'autre trouvé un nouveau marché pour écouler leurs produits, grâce justement à cet argent qui devait au départ servir pour les infrastructures...

Comment comprenez-vous le phénomène Aube dorée, le parti néonazi grec qui occupe une place de choix dans votre nouveau livre ?

Aube dorée a ses racines dans la Grèce des années 1930, dans le régime du général Metaxas (1936 à 1941 NDLR). À l'époque sont créées les KEN, les jeunesses du régime. En leur sein, on vénérail l'Italie de Mussolini. C'est pourquoi d'ailleurs, quand a éclaté la Seconde Guerre mondiale, une partie de la diplomatie italienne a considéré que s'attaquer à la Grèce (*) était totalement stupide. La déclaration de guerre italienne crée un désespoir profond au sein des KEN et fait que, petit à petit, ses membres se rapprochent idéologiquement d'Hitler. Quand les troupes allemandes arrivent à la rescousse des troupes italiennes, ceux-là mêmes qui se battaient contre les Italiens trouvent naturel de s'allier aux nazis! Ils auront donc une place de choix dans la Grèce occupée et quand éclate la guerre civile

qui suit l'occupation, ils sont naturellement dans les rangs de l'armée « nationale » qui se bat contre les communistes. La victoire des «nationaux» fait que tous ces gens échapperont à toutes représailles. Ils resteront dans la police et dans l'armée et seront ensuite dans les premiers rangs de la junte des colonels. À la chute du régime des colonels en 1974, ils comprennent que leur temps est révolu et font le choix de se «diluer» au sein de Nouvelle Démocratie, le grand parti de droite fondé à l'époque. En 2011, quand Antonis Samaras, président de Nouvelle Démocratie, accepte finalement de soutenir l'application du mémorandum (contreparties à l'aide financière imposées à la Grèce par l'UE et le FMI NDLR), la droite grecque commence à se diviser. C'est à ce moment-là que tous ces gens et leurs héritiers vont rejoindre leur représentant naturel, Aube dorée. Il ne s'agit pas d'un vote contestataire, c'est un vote profondément idéologique.

Quelle différence voyez-vous entre Aube dorée et le Front national ?

L'extrême droite nationaliste n'est pas réellement antisystème. Elle est pour «l'indépendance nationale», pour «la nation», pour sortir éventuellement de l'euro, de l'UE, etc. Aube dorée a comme but l'abolition de la démocratie pour instaurer la dictature. C'est une différence énorme! Aube dorée est idéologiquement beaucoup plus proche des fondamentaux du nazisme. En même temps, cela fait qu'Aube dorée aura beaucoup de mal à faire mieux que ce qu'elle fait actuellement, car elle ne peut pas fédérer aussi largement que l'extrême droite « modérée » qui existe quasiment partout en Europe.

L'extrême droite est-elle réellement un danger pour l'Union européenne ?

Oui, on peut dire cela. Mais ce qui détruira réellement l'UE, c'est le flux des réfugiés. Cela va renforcer l'extrême droite et faire voler en éclats le mythe de l'Européen accueillant,

humaniste et ouvert sur le monde. Il faudrait que les Européens viennent en Grèce pour voir l'accueil extraordinaire qui est fait aux migrants. Il y a quelques jours, un petit pêcheur a secouru 41 réfugiés naufragés au risque de faire couler son propre bateau. Et ce n'est pas du tout un cas isolé. Si je suis très critique à propos de mon pays, cela ne veut pas dire que je ne vois pas aussi tout ce qui est extraordinaire en Grèce !

Vous militez à gauche depuis toujours. Comment voyez-vous aujourd'hui la gauche européenne ?

La gauche européenne s'est suicidée en 1989. C'est d'ailleurs, et bien malheureusement, le grand problème de la construction européenne. En acceptant de jouer le jeu du système elle a, de fait, signé son arrêt de mort, car la droite connaissait et connaît toujours bien mieux ce jeu-là. Surtout elle a arrêté de pousser nos sociétés vers l'avant. Jusque-là, que faisait historiquement la gauche Elle se battait pour l'impossible et, en faisant cela, elle gagnait tout ce qui était faisable. Toujours. C'est ainsi que les grandes avancées sociales ont eu lieu en Europe. Aujourd'hui, en admettant le système et son mode de fonctionnement, elle ne peut plus faire cela, car elle ne regarde plus que ce qui est faisable à l'intérieur même dudit système.

Quel futur pour la Grèce ?

La Grèce se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Soit Tsipras va appliquer ce qui est applicable dans cet accord et, par la suite, il s'appuiera sur la France et l'Italie pour remettre à plat le reste, qui est pour le moins irréalizable. Soit il ne l'appliquera pas et le pays croulera et retournera tôt ou tard à la drachme, ce qui sera une catastrophe. ■

Entretien réalisé par
Pavlos Kapentais

Paru dans l'Humanité

«A gauche, mettre les divisions de côté»

PORTUGAL • Vasco Lourenço est le président de l'association du 25 avril qui réunit les anciens capitaines à l'origine de la révolution des Oeillets en 1974. Il souligne l'avancée progressiste face à l'absolutisme du président de la république.

Vous avez qualifié le président de la République, Aníbal Cavaco Silva, de «chef de faction» qui «a offensé la Constitution du Portugal (...) et violé drastiquement la séparation des pouvoirs entre les organes de souveraineté». Le tenez-vous pour responsable en cas d'éventuelle crise institutionnelle?

VASCO LOURENÇO. Il existe beaucoup de responsables mais, pour nous les militaires, les commandements sont toujours les principaux responsables. Durant ses mandats, Cavaco Silva a eu une position partisane. Cette fois-ci, il ne se comporte pas comme le président de tous les Portugais. Il a fait tomber les masques. Sa position idéologique n'a rien à voir avec la social-démocratie de sa formation. Il est très néolibéral, et garde de la rancœur contre ceux qui défendent les valeurs de la révolution d'avril. Il ne manquerait plus qu'il déclare illégaux les partis de gauche hors Parti socialiste puisqu'il a dit que ces partis ne pouvaient pas participer à un gouvernement. Il faut qu'il se modère! Car que va-t-il faire lorsque le Parlement censurera le gouvernement de Pedro Passos Coelho? S'il n'investissait pas un gouvernement socialiste, ce serait de fait un coup d'État. La situation est donc très compliquée. Nous allons assister à un jeu d'influence très important, y compris de la part de l'Union européenne dans l'évolution de la situation au Portugal, mais aussi en Espagne où d'autres alliances de gauche pourraient voir le jour. On a vu des premiers ministres non élus comme en Italie être imposés par l'Union européenne. Il y a eu aussi l'épisode grec. C'est le pouvoir financier spéculatif qui décide.

Selon vous, il pourrait y avoir une forme de coup d'État de facto?

Quand le propre président de la République, qui est le garant de l'accomplissement de la Constitution, met en cause son application et prend des

mesures contraires au texte fondamental, alors c'est un coup d'État. Il n'y a pas besoin de mettre des militaires dans la rue pour ce faire. Il y a quarante ans, le général Spínola a tenté un coup d'État, en appelant à la « majorité silencieuse ». Quand j'ai entendu le discours du président, je me suis vu transporter à ce 30 septembre 1975, lorsque Spínola a présenté sa démission au Conseil d'État auquel je participais comme porte-parole. Cela a failli nous conduire à la guerre civile. Le discours de Cavaco Silva est de la même veine. L'histoire se répète face à ces groupes qui s'accrochent désespérément au pouvoir.

Quel regard porte l'Association du 25 avril sur l'accord entre les Partis socialiste, communiste et le Bloc de gauche?

Lors d'un congrès de la citoyenneté que nous avons organisé en mars dernier à Lisbonne, j'avais déclaré que s'il n'y avait de majorité absolue, il fallait des accords interpartis. Les forces de la gauche doivent mettre leurs divisions de côté sans renoncer à leurs programmes respectifs. Le problème majeur de ces forces est de dépasser la méfiance et de parvenir à la confiance. La cohabitation ne va pas être facile, mais il y a des expériences d'unité.

L'Association sera-t-elle une actrice de processus?

Notre posture n'est pas partisane mais elle n'est pas apolitique. Nous ne sommes pas neutres sur le plan politique. Nous défendons les valeurs d'avril et nous considérons que les valeurs d'avril, en termes politiques et idéologiques, se trouvent essentiellement à gauche. Nous luttons pour l'État social, pour une entente entre le capital et le travail. En Europe, l'État social a été le ciment qui a permis la paix, mais le capitalisme financier a détruit l'État social.



Le mouvement du 25 avril est à l'origine de la chute du régime de Salazar en 1974.

Et aujourd'hui l'harmonie relative entre le capital et le travail n'existe plus. Cette destruction peut être à l'origine d'une nouvelle guerre. Il n'est pas possible que les travailleurs continuent d'être massacrés par le capital comme c'est le cas actuellement. Hier, la répar-

ation des plus-values était de l'ordre de 48% à 50% entre le capital et les travailleurs. Aujourd'hui il est de 70% pour le premier contre 30% pour les seconds. C'est inacceptable et c'est une source de conflits. Il va y avoir de grandes ruptures. La solidarité dans

l'Europe a disparu. L'Union européenne n'a pas le choix: soit elle change, soit elle échoue. Nous ne sommes pas la solution mais nous voulons contribuer à trouver la solution. ■

Entretien réalisé par Cathy Ceibe Paru dans l'Humanité.

ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

Un mot pour GaucheBdo

Je suis abonné à GaucheBdo depuis plusieurs années. Tout d'abord, parce que je suis attaché à la diversité de la presse et aux débats d'idées dans notre pays. Comme ancien rédacteur du journal socialiste valaisan (*Le Peuple valaisan*), je sais que la survie des publications de gauche n'est possible que grâce aux abonnés et au travail bénévole.

Ensuite, parce que GaucheBdo permet une analyse critique qui enrichit nos réflexions sur de très nombreuses thématiques: politique suisse, conflits sociaux, actualité internationale (et notamment de très bons papiers sur l'Amérique latine), littérature,

culture,... GaucheBdo est une des rares publications en Suisse romande à avoir maintenu une ligne claire de gauche combative.

Enfin, parce que je prends toujours un malin plaisir à ouvrir bien grand le dernier numéro de GaucheBdo au Conseil national pour le lire durant les périodes de session. Ça annonce la couleur! Je me réjouis qu'un autre fidèle abonné – Denis de la Reussille – se retrouve au Parlement fédéral dès la fin de l'année. Vive GaucheBdo! La lutte continue!

Mathias Reynard
Conseiller national, Valais



JE M'ABONNE À GAUCHEBDO !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Téléphone :

Ville :

email :

Pays :

Formule :

FORMULES ET TARIFS

	SOUTIEN papier & web	NORMAL papier seul	NORMAL papier & web	RÉDUIT papier seul	RÉDUIT papier & web
1 année	250 frs	150 frs	200 frs	85 frs	135 frs
6 mois		80 frs		40 frs	
Essai (3 mois)		10 frs			

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur www.gauchebdo.ch/abonnements

CONTACTS ABONNEMENTS

GaucheBdo - abonnements
case postale 168
1211 Genève 13

abo@gauchebdo.ch

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : www.gauchebdo.ch/abonnements

Mémoires et oublis, du Pérou à Panama

CINÉMA • La mémoire n'offre que du déjà vécu et su. L'oubli, lui, révèle de l'inconnu dissimulé au fond de lui. Tel pourrait être le balancement qu'interrogent une fiction péruvienne («Climas») et deux documentaires, l'un panaméen («Invasion»), l'autre cubain («Marina») présentés dans le cadre du festival Filmar en América latina.

«Climas» de la cinéaste péruvienne Enrica Pérez est un film atmosphérique sensible à une photographie plasticienne proche de l'esthétique ciselée d'un *National Geographic Magazine* et à l'expression des silences. Souvent en cadrages fixes, tour à tour proches et lointains de leurs sujets, la caméra suit les parcours et tourments en pointillé de trois figures féminines. Son écriture d'inspiration quasi tchekhovienne voit la simplicité pour ne pas dire la banalité des situations et des dialogues recouvrir une réalité humaine et sociale complexe. L'intime affleure dans des correspondances subtiles avec les gestes, les sons, le cadre de vie.

Les personnages subissent des faits venus de l'extérieur ou du passé sans tenter d'avoir prise sur eux. Il y a toute une exploration du non-dit, la justification intérieure des silences, qui traduisent la vie profonde des personnages indépendamment des paroles et mieux qu'elles. En témoigne dans *Climas*, cette scène intensément douloureuse où une trentenaire avoue que sa fille disparue aurait eu onze ans aujourd'hui tout en refusant que sa douleur personnelle ne se résorbe dans une universalité d'expérience humaine commune. Magnifiquement inconsolable, Victoria rejoint ce que la romancière française Anne Godard a écrit dans *L'inconsolable*, confrontant une mère à l'omniprésence de l'enfant mort il y a longtemps : «Tu vis contre son absence, contre la vie qui l'a permise, contre les autres, parce qu'ils oublient, et contre toi, qui ne peux rien effacer. Malgré toi, tu restes en attente d'autre chose, mais quoi ?»

Climats indécidables

En mêlant les éléments environnements et paysagistes : l'eau, la forêt, la montagne à des parcours archétypaux voire allégoriques. Trois femmes d'origines et d'âges contrastés recoupent autant de régions du Pérou. Filmée dans des tons chauds, Eva, une jeune adolescente s'éveille sexuellement dans une



Climas de Enrica Pérez. Fiorella de Ferrari y est une mère tourmentée par la disparition lointaine de sa fille et un deuil impossible.

relation ambivalente avec un oncle plus âgé qui va la déflorer dans une pudique et violente scène de coït onaniste où au plaisir masculin correspondent la douleur et la solitude conjuguées au féminin. Elle a encore toutes les empreintes des terres de l'enfance qu'elle ne veut quitter et, maintenant la marque d'une candeur enjouée et innocente disparue à jamais tant elle connaîtra sans doute les affres d'un avortement possible. D'un jogging cadré de face au petit matin à une course sur la même plage vue de dos au crépuscule issue de la haute bourgeoisie, Victoria porte un secret lié à un avortement qui l'enferme dans la plus haute de solitudes. Zoraida, paysanne de la cordillère des Andes, doit se confronter à des craintes archaïques, primales et inconscientes suite au retour inopiné de son fils récemment libéré de prison.

Pour la réalisatrice, le silence est multiple. Elle figure en effet des silences

lourds ou fatalistes : cris de silence. Ou, au contraire, des silences légers, libérateurs. Parfois, ils ravissent, élèvent, donnent l'illusion de toucher l'impalpable, d'entrevoir l'invisible. Dans le sillage de cinéaste tels que Jane Campion et Kelly Reichard, en sa manière picturale de filmer les arbres, les lacs, les sentiers, qui ne cesse de revenir à la source des grands espaces mythiques, de mêler intime et nature, *Climas* est moins un film choral qu'une manière de rendre l'intime par les gestes dans des situations qui flirtent pas instants avec le mélodrame et la comédie, en donnant voie aux sentiments profonds.

L'intervention oubliée

En 2015, le Panama affiche le taux de croissance le plus élevé du continent. Mais la vitalité de ce paradis fiscal repose sur des bases criminelles : spéculation, corruption et blanchiment d'argent. Le 20 décembre 1989, Georges

Bush déclenche l'opération «Juste Cause» afin officiellement notamment de «rétablir la démocratie» confisquée par le Général Manuel Noriega et abattre cet ancien agent de la CIA «recyclé dans le trafic de drogues» ainsi que présenté à l'époque pour justifier une invasion et ses supposées «frappes chirurgicales» et «dommages collatéraux». 50'000 GI's, dont 8'000 se trouvaient déjà dans les bases du canal de Panama sont engagés, les bombardements d'une extrême violence font de 300 à 7'000 victimes civiles selon des estimations contradictoires. Ils enflamment des maisons en bois et laissent désolés des quartiers populaires.

Invasion signé Abner Benaim est le premier documentaire panaméen à être nominé pour la course aux Oscars. Sans images d'archives, il évoque les profonds traumatismes laissés dans la mémoire collective, mais aussi l'oubli, d'un événement qui semble avoir été tu

par un grand nombre de Panaméens. Créant un roman de voix, une choralité sur fond d'atelier de création radiophonique pour certains entretiens, refugiant des scènes de réminiscences métaphoriques avec des figurants étendus à même une rue ayant vécu un carnage ou emmaillottés dans des linceuls blancs, le film arpente avec pertinence la manière dont les gens se souviennent, transforment et, souvent, oublient leur passé pour redéfinir leur identité. Le cinéaste fait ainsi témoigner une mère ayant perdu des enfants suite à un tir de missile, des personnes qui ont vu les rues remplies de cadavres ainsi que de jeunes étudiants qui n'ont aucune idée de cet événement historique.

Cuba si

Film du réel troublant du Cubain d'Hali Pérez, *Marina* suit le parcours de Maridad Marina Pérez née en 1926 et constitue une belle radiographie d'esprits populaires aujourd'hui à la croisée des chemins avec le rapprochement ambigu entre Cuba et les Etats-Unis. Marina et ses enfants ont vécu l'utopie de la révolution cubaine et le blocus. «Je suis 100 % fidéliste. Grâce à Fidel, ils ont pu devenir des hommes de valeur, ingénieurs, techniciens. Les autres gouvernements n'ont jamais soutenu l'éducation des gens pauvres.», confie la vieille dame dans un rire.

Une grande partie de la famille s'est exilée en Europe. Ainsi Hali Pérez, le petit-fils de Marina, revient pour la première fois à La Havane treize ans après avoir émigré en Espagne. Il rencontre ceux de sa famille qui sont restés et leur pose la question ; ces années de sacrifice avaient-elles une utilité ? A la fois proches et lointains, familiers et étrangers, les protagonistes témoignent de leur vie hantée par la lutte au quotidien pour perdurer malgré tout. ■

Bertrand Tappolet

Festival «Filmar en América latina», du 13 au 29 novembre. Genève, Lausanne, Neu-

Aux sources de la création artistique, la variation

MUSIQUE • Thèmes et variations sous les doigts de Radu Lupu pour le concert anniversaire de ses 70 ans à Martigny.

Il est en musique des thèmes et variations célèbres : les Goldberg de Bach, les Diabelli de Beethoven, celles de Brahms sur un thème de Haendel : elles figurent à l'affiche des récitals, pour ne pas parler de celles données en concert, qui sont un mouvement d'une sonate, d'un quatuor, d'une symphonie. Pourtant il est rare qu'un pianiste propose trois recueils de variations en première partie de soirée : les variations op.21, n° 1 de Brahms, qu'on entend pratiquement jamais, les 32 en do mineur sur un thème original de Beethoven, rarement données, et celles sur un Menuet de Duport de Mozart. En deuxième partie, Radu Lupu jouera la Sonate en sol majeur D. 894 de Schubert, peut-être la plus belle, «la plus parfaite» disait Schumann ; ses thèmes émeuvent dans leurs ineffables éclairages dramatiques ou contemplatifs, en particulier celui du trio du Menuetto qui laisse entrevoir le souvenir d'un bonheur impossible et qui ne sera plus.

Orner, déduire, révéler

L'idée de variations remonte sans doute aux origines de la musique et elle est liée à celle d'improvisation. Mozart, on le voit dans les

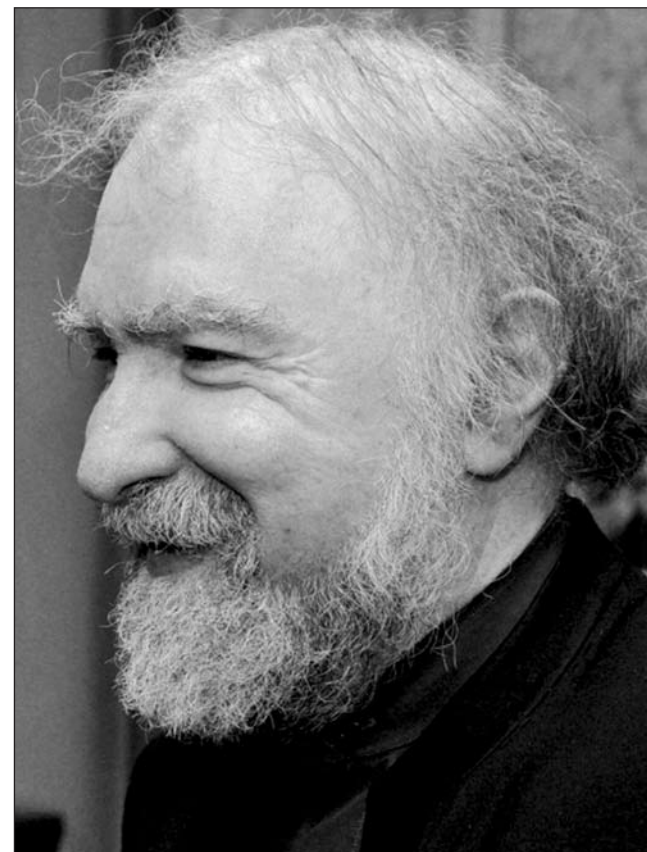
variations sur un Menuet de Duport, va jouer sur l'ornementation du thème et cette suite de pièces révèle la richesse et la virtuosité de son écriture pianistique. Avec Beethoven, la variation explore les possibilités multiples qui peuvent être déduites non seulement du thème mais des motifs et fragments de thème et vont en faire apparaître des aspects et une substance insoupçonnée, au point que dans ses dernières variations on a l'impression de découvrir l'essence véritable du thème quand il réapparaît tout à la fin. Du reste Beethoven utilise la variation dans ses œuvres les plus abouties en lui donnant une force tragique et une profondeur d'expression qui, selon le musicologue Rosen, «exprime les contradictions internes du réel, entre lutter et exister.» Brahms aussi va écrire de nombreuses variations dont l'ampleur, la liberté et la densité d'écriture en font une grande forme d'un seul tenant. Il appelait les variations op. 21, n° 1 ses «Variations philosophiques». Alternant les climats à partir d'un thème lyrique et chantant, décelable même quand il ne reste plus une note de la mélodie, elles sont une profonde méditation au caractère intimiste qui n'exclut pas des passages passionnés.

L'art de la variation n'est pas propre à la musique seulement. On pense aux *Ménines* de Picasso, à *La Montagne Sainte-Victoire* de Cézanne. Mais il est vrai, comme le relève le critique littéraire Gérard Genette, que «en musique les possibilités de transformation sont beaucoup plus vastes qu'en peinture et qu'en littérature du fait de la grande complexité du discours musical». La variation répond certainement à un besoin inné d'identité et d'altérité, à la perpétuelle interrogation sur ce qui est et sur ce qu'on en fait. Le thème se révèle dans ce qui le crée différent tout en le laissant présent. «Je suis un autre», écrit Rimbaud. On peut philosopher en effet, à l'instar de Brahms ! Antonine Maillet, dans le *8e Jour* dit : «La vie, au fond, est un nombre infini de variations sur un même thème».

Ainsi le récital de Radu Lupu, ce 19 novembre à la Fondation Gianadda à Martigny, conduit bien au-delà de la simple partition musicale tout en dévoilant les horizons infinis que peut ouvrir un thème à travers ses variations. ■

Myriam Tétaz-Gramegna

Martigny, Fondation Gianadda, 19 novembre, 20h. Loc.: 027 722 39 78 – info@gianadda.ch



Le pianiste Radu Lupu fête ses 70 ans en musique.

Zdenek Chrapek

Marco Bellocchio, au-delà de l'enfermement

CINEMA • De passage à Genève dans le cadre du cycle antibourgeois à l'auditorium Ardit, Marco Bellocchio est, avec Nanni Moretti et Ettore Scola, l'un des derniers cinéastes italiens de référence encore en vie.

Après la disparition de Luchino Visconti, Federico Fellini et Michelangelo Antonioni, Marco Bellocchio est, avec Nanni Moretti, Ettore Scola et les frères Paolo et Vittorio Taviani, l'une des rares références du cinéma d'auteur italien encore en vie. Le réalisateur était présent la semaine passée à Genève à l'occasion de la sortie du film *Sangue del mio Sangue*. Influencé par la peinture, il est l'auteur de scénarios personnels et de récits semi-autobiographiques tout comme d'adaptations de belles œuvres littéraires, comme celles d'Heinrich von Kleist ou de Luigi Pirandello. L'itinéraire de l'artiste italien, ainsi que la marque politico-esthétique imprimée par son cinéma, sont mis en exergue par la projection simultanée de deux de ses œuvres de jeunesse - *Les Poings dans les poches* (1965) et *La Chine est proche* (1967). Les trois films sont visibles aux Cinémas du Grütli jusqu'au 17 novembre.

Des liens qui enserrent, un monde à liquider

Avec Roberto Rossellini, Vittorio De Sica, Luchino Visconti et Cesare Zavattini, le cinéma néo-réaliste italien, qui couvre les années 1943 à 1955, était déjà en rupture avec la période euphorique dite des «Téléphones blancs» (en référence à des films mièvres de la fin des années 1930 dont les intrigues se jouent au bout du fil). «Des réalisateurs comme Marco Bellocchio ou Bernardo Bertolucci s'inscrivent dans le prolongement de ce cinéma social de la fin et de l'immédiat après-guerre en inaugurant, dès le milieu des années 1960, un cinéma de contestation marqué par une critique virulente des institutions», explique Pietro Guarato, animateur d'un cinéclub universitaire consacré au «cinéma antibourgeois» diffusé en ce moment à l'Auditorium Ardit. L'oppression des liens familiaux, l'influence délétère de l'Eglise sur la vie en société, la médiocrité des rapports sociaux et la veulerie de l'opinion: ces thèmes traversent l'ensemble de l'œuvre de Bellocchio. Dans *Les poings dans les poches*, seule une solution radicale est en mesure de contre-carrer l'ennui proverbial et la morosité accablante d'un petit village d'Emilie-Romagne. La lourdeur des conventions semble y arbitrer tous les conflits de la vie affective et matérielle. Les



Le cinéaste italien Marco Bellocchio s'est fait connaître dès les années 60 par son cinéma de la contestation.

Lucas Olivet

meurtres successifs de la mère et du frère par un des membres masculins de la fratrie sont porteurs d'émancipation en même temps qu'ils signent l'enterrement - désabusé ou cynique - des normes villageoises. *La Chine est proche* (1967) continue à traquer les rapports familiaux tout en s'attaquant frontalement à la petite politique provinciale à l'italienne, toujours avec pour décor l'Emilie-Romagne. Un très riche notable, accompagné par sa sœur, décide de se porter candidat pour le parti socialiste unifié aux élections locales. La politique est en fait un moyen, ridicule voire pervers, de donner vie à une structure familiale défaillante. Elle devient aussi un antidote pathétique et grotesque aux errements privés des protagonistes. «Dans la perception de l'extrême-gauche de l'époque, dont Bellocchio est alors un partisan actif, les socialistes sont les valets de la démocratie-chrétienne. Pour elle, la coalition de ces deux partis plonge l'Italie dans la vacuité programmatique et l'immobilisme», rappelle Pietro Guarato. Bellocchio s'en

prend ensuite aux divers loci de l'appareil répressif du pouvoir en dénonçant l'éducation religieuse (*Au nom du père* (1971)), la presse (*Viol en première page* (1971), l'armée (*Marche triomphale* (1974)) et l'institution psychiatrique (*Fous à délier* (1975)). Il ressort profondément marqué par sa fréquentation du célèbre thérapeute italien Massimo Fagioli avec lequel il commence à collaborer. Fagioli cherche à faire évoluer la psychiatrie au-delà de son horizon freudien traditionnel en organisant notamment des séances de thérapie collective. Bellocchio s'investit dans le mouvement antipsychiatrie. En explorant la psyché humaine, il produit des œuvres plus hermétiques (*la Sorcière* (1988), *le Rêve du papillon* (1994), etc.). S'il semble s'éloigner de la revendication politique, il continue à sonder avec audace les dynamiques familiales et s'attarde également sur les formes du désir sexuel. Sous l'œil d'une caméra vive et intense, ces phénomènes, enchevêtrés, sont à la fois créateurs et négateurs de l'individu (*Le saut dans*

le vide (1980), *Le diable au corps* (1986)). Son cinéma continue à se distinguer par sa manière de faire dialoguer la grande et la petite histoire (*Henry IV* (1984), *le Prince de Hombourg* (1997)), et ce quitte à aborder de front des nœuds gordiens de l'aventure collective italienne (qu'il s'agisse d'interroger la fascination exercée par Benito Mussolini dans *Vaincre* (2009) ou l'héritage ambivalent, voire coupable, des Brigades rouges (*Le Diable au corps* (1986) et *Bongiorno Notte* (2002))).

Eternel retour au lieu d'origine

Depuis plus d'une décennie, Bellocchio donne chaque été des ateliers de cinéma à Bobbio, petite cité médiévale dont il est originaire. Lieu de sa formation sentimentale, c'est aussi là qu'il a tourné son premier film *Les Poings dans les poches*. Après y avoir mis en scène notamment sa propre fille dans *Sorelle Mai* (2010), Per Giorgio Bellocchio, son fils, y incarne l'un des personnages principaux dans son dernier film *Sangue del mio Sangue*. Dans

le huis clos d'un couvent, le soldat Federico Mai vient obtenir les aveux de Benedetta, une nonne accusée d'avoir pactisé avec le diable en commettant le crime de chair avec son frère. Le prêtre en question s'est suicidé et il ne pourra être enterré au sein de la communauté des croyants qu'en cas d'aveu de la pécheresse, vouée à la damnation éternelle. Or, le frère jumeau ne tarde pas à tomber, à son tour, sous le charme de la tentatrice. Cette dernière est l'incarnation, symbolique et intemporelle, du désir et de la passion. Le récit est scindé en deux et promène le spectateur à travers les âges. On passe de l'enfer moral du fanatisme religieux de l'Inquisition à la faillite sociale et humaine de l'Italie contemporaine. La seconde partie du film se déroule en effet cinq siècles plus tard, de nos jours. Le couvent de Bobbio y abrite alors une prison désaffectée. Un comte vieillissant, so-disant vampire, est menacé d'expropriation par un inspecteur des impôts, épaulé par un milliardaire russe. Traversant les époques, Bellocchio fils incarne le soldat dans la première partie, puis l'escroc du fisc dans un second temps. Face à lui, le comte désabusé s'apprête à faire ses adieux définitifs aux vivants, non sans leur avoir décoché quelques flèches savoureuses (le dialogue entre le vampire et son dentiste, très drôle, n'est aussi pas dénué de réflexion). Le frère jumeau de Marco Bellocchio s'est donné la mort lorsque ce dernier avait vingt ans. Le désarroi du soldat Federico doit-il évoquer le deuil personnel du réalisateur? Les saillies du comte de Bobbio contre les dysfonctionnements du système italien (faux invalides, vrais corrompus,...) tout comme la pudique séduction qu'exerce sur lui la beauté d'une jeune femme donnent une cohérence à l'ensemble en dépit des indéniables ratés de la bande-originale (un air particulièrement kitsch de Metallica chanté par un chœur d'enfants qui s'invite maladroitement à plusieurs reprises). Bellocchio explore les lieux avec intelligence et sensibilité. Il interroge leur façon d'habiter le corps, le cœur et l'esprit des hommes. Il observe aussi comment cette triade, en retour, s'ancre dans l'espace et dans le temps. Le film conjugue audacieusement critique sociale et esthétique baroque. ■

Emmanuel Deonna

Pour l'opéra, il n'y a ni âge, ni frontières

MUSIQUE • Sur la scène lausannoise, l'Enfant et les sortilèges de Ravel sur un texte de Colette enchante petits, grands et jeunes migrants.

Après la création, la saison dernière, du *Petit prince* de Lévinas, l'opéra de Lausanne proposait cet automne un autre spectacle «jeune public», *L'enfant et les sortilèges*. Eric Vigié, le directeur de la scène lausannoise est en effet convaincu que si on veut s'assurer le public de demain c'est en l'invitant aujourd'hui. Et les œuvres choisies enchantent les plus jeunes et les moins jeunes. Qui, en effet, n'a pas eu envie un jour de sécher ses devoirs scolaires et n'a pas piqué une rage vengeresse sur tout ce qu'il avait sous la main? Et qui n'a rêvé de voir s'animer l'arbre, la théière,

l'horloge, le monde des objets autour de lui?

Les enfants se pressaient nombreux aux représentations, ce qui n'a rien d'exceptionnel. Ce qui l'était plus, ce fut la visite organisée pour une vingtaine d'adolescents, originaires pour la plupart d'Erythrée, de Somalie et d'Afghanistan, hébergés dans des foyers pour mineurs non accompagnés de l'EVAM, l'établissement vaudois d'accueil des réfugiés. L'idée venait de la Jeune Chambre Internationale*. Isabelle Ravussin, préposée au contact Jeune public de l'Opéra, leur a fait découvrir les coulisses, la scène, les loges. Une interprète a traduit en tigrinia, une

autre en anglais, l'histoire de l'enfant récalcitrant finalement réconcilié; certains passages du texte avaient certainement des résonances fortes auprès de ces enfants blessés par la vie et seuls ici sans maman. Ce mercredi, ils étaient invités à voir le spectacle.

Un conte surréaliste et ambigu

Ravel et Colette ont réussi une «fantaisie lyrique» dont les sortilèges font vivre les meubles et parler les animaux et qui séduit tant dans sa version originale de concert, que vient de diriger à la tête de l'OSR Charles Dutoit, que dans l'adaptation de Didier Puntos pour un quatuor flûte, violoncelle et

piano à quatre mains, et double quatuor vocal, déjà donnée à Lausanne en 2010. Ce divertissement révélateur de tout un monde inconscient fantastique, cruel, parodique, poétique par moments et soudain attendri laisse apparaître dans la mise en scène de Benjamin Knobli, les décors de Jean-Marie Abplanalp et les costumes de Sébastien Guenet des personnages ensorcelants, surréalistes qui hallucinent, fascinent, amusent ou inquiètent. Jusqu'à ce moment de tendresse où l'enfant, lorsqu'il voit l'écureuil blessé, panse sa plaie. L'enfant est pardonné, le songe est fini, non sans ambiguïté dans cet appel final à maman.

Les musiciens, José Daniel Castellon, Pascal Michel, Jean-Philippe Clerc et Didier Puntos, recréaient les atmosphères délicates ou violentes de la partition originale. Les solistes suront jouer le jeu multiple du monde de l'enfant, se faisant horloge détraquée, chats qui miaulent, princesse désespérée, arithmétique cauchemardesque. Mashal Arman incarnait avec talent l'enfant effrayé, étonné, désespéré, réconcilié. ■

Myriam Tétaz-Gramegna

*JCI est une fédération mondiale qui veut «offrir des opportunités de développement aux jeunes... pour établir la paix dans le monde.»